

Je voulais tout d'abord vous remercier toutes et tous d'être là, de vous être joints à nous aujourd'hui pour cette première séance de remise des Academic Honoris Causa. Des récompenses certes symboliques mais que nous considérons comme fondamentales, soulignant le courage d'hommes et de femmes, qui ont sacrifié leur liberté individuelle pour défendre la liberté d'expression et le droit à l'information des citoyens et citoyennes que nous sommes.

Cet évènement se veut le premier d'une longue série, que nous espérons renouveler chaque année.

Comme vous le savez, Carta Academica est un rassemblement d'académiques, hommes et femmes, issus de toutes les universités du pays, qui ont décidé de s'unir pour réfléchir ensemble à des questions et problématiques sociétales. Les défis sont énormes et complexes, et n'ont pas de réponses simples. Nous voulons unir nos compétences pour faire bouger les choses ou tout au moins pour alerter l'opinion sur des sujets qui nous semblent essentiels.

L'année dernière nous avons organisé une journée sur le thème de la migration rassemblant notamment des politiques de tout bord et des experts. D'autres rencontres-débats seront organisées cette année, avec l'aide du Théâtre des Tanneurs, sur divers thèmes, comme la déconstruction de dogmes et « fake news » toujours à travers des échanges argumentés. Des écoles vont être impliquées dans certains de ces projets ; notre rôle d'académiques étant également un rôle d'enseignement, et la connaissance étant à la base de l'esprit critique et de la tolérance.

Une collaboration avec le Soir a également débuté en ce début d'année sous la forme de chroniques hebdomadaires écrites par des membres de Carta.

Mais si nous, académiques, considérons avoir un rôle à jouer dans l'éveil des consciences, c'est aussi et surtout votre rôle à vous, journalistes et politiques. Le rôle de la presse est plus que fondamental ; c'est vous journalistes qui avez le pouvoir de hiérarchiser, trier et vérifier la masse de plus en plus grande d'informations dans laquelle nous sommes quotidiennement noyés. C'est vous qui décidez ce qui sera à la une – ce que les gens liront et entendront en premier. Je vais vous illustrer mon propos par un exemple concret : lundi dernier, nous écoutions la radio en prenant notre petit-déjeuner en famille. Le premier titre des informations de 7 heures était le décès accidentel d'un joueur de basket dans un accident d'hélicoptère ; le second titre (sans doute en rapport avec le fait que le mort était un basketteur) était les résultats du tennis, puis le troisième les résultats du foot ; et seulement ensuite ont été évoqués les 75 ans de la libération d'Auschwitz et la défaite (oh combien réjouissante) de Matteo Salvini en Emilie-Romagne. Moi ça me choque, vous, ça vous choque sans doute, mais les autres, et pour combien de temps. Si le contenu de l'information est fondamental, sa hiérarchisation l'est tout autant. La banalisation mène à l'indifférence. Or il s'agit de faire confiance à l'intelligence du citoyen et de céder le moins possible à des considérations économiques. Et on sait que la tâche n'est pas simple, étant tous soumis, et de plus en plus, à des contraintes budgétaires – mais que cela ne nous fasse pas oublier les raisons pour lesquelles nous avons choisi nos métiers. Il faut tirer les gens vers le haut, leur faire confiance ; c'est notre responsabilité de leur transmettre des informations de qualité... Mais je prêche sans doute des convertis, les journalistes présents aujourd'hui étant, je suppose, déjà convaincus de cette nécessité.

Les hommes et femmes politiques ont également une responsabilité majeure dans le discours public – dans la défense des valeurs démocratiques parmi lesquelles la liberté d’expression et le droit à l’information. C’est le sens de l’appel que nous vous avons lancé, en collaboration avec l’association Belgium4Assange : vous avez le devoir de ne pas céder aux pressions d’états dits démocratiques qui emprisonnent des lanceurs d’alerte, qui bafouent les droits humains les plus élémentaires au nom d’une soi-disant sécurité d’état. C’est par le silence et l’inertie que nous mettons nos sociétés et nos libertés en danger. L’appel que nous vous lançons vous enjoint à vous positionner de façon ferme contre ces décisions injustes et arbitraires, à être les défenseurs de nos valeurs démocratiques et de nos droits fondamentaux, et non les ventres mous de sociétés déviantes. N’appelle-t-on pas ça le courage politique ?

Au nom de Carta Academica je vous remercie encore une fois d’avoir été présents aujourd’hui, présence qui nous laisse augurer votre implication dans les défis à venir. Nous ne manquerons pas de vous informer des prochains événements en espérant vous y retrouver aussi nombreux.